

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 588

Artikel: Discours : faire joujou avec la jeunesse
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012024>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Energie: les lois de l'offre et de la demande

On connaît maintenant la consommation d'énergie pour 1980 dans notre pays: + 3,5% par rapport à l'année précédente, une croissance supérieure à celle du PNB. Ce résultat doit réjouir les producteurs d'électricité qui voient ainsi, lentement mais sûrement, se confirmer leurs pronostics. En 1979, ils revendiquaient une nouvelle centrale nucléaire du type Gösigen pour la fin des années 80. L'inaction en matière d'économies d'énergie va leur donner raison; c'est sur cette inaction qu'ils tablent d'ailleurs en sous-estimant systématiquement dans leurs pronostics les économies possibles et le rôle des énergies de substitution, et en refusant une intervention efficace de l'Etat (article constitutionnel sur l'énergie, loi sur l'économie électrique).

Les producteurs se réfugient derrière leur mission: mettre à disposition un approvisionnement sûr. Leurs préoccupations se limitent donc à la production; la consommation, pour autant que les «politiques» leur donnent le feu vert, ils sont prêts à y faire face... Ils travaillent même à son développement — politique des tarifs, promotion du chauf-

fage électrique. Ce faisant, ils ne se révèlent que d'hypocrites entrepreneurs qui camouflent leurs intérêts particuliers sous le manteau de l'intérêt général.

Ce double jeu est cautionné par les autorités cantonales et communales qui sont largement propriétaires des sociétés productrices d'électricité, il faut le rappeler une fois encore.

Puisqu'il sera de plus en plus question, au fil des décisions cruciales en vue des prochaines années, de la consommation d'énergie future et des réserves de production, un petit rappel qui montrera qu'on est loin des certitudes absolues dans ce domaine.

On sait que pour 1989/1990, l'Union des centrales suisses d'électricité a placé la barre de la demande à 27 700 gigawatt (ce sera la mesure que nous utiliserons ci-dessous).

Ayant pris connaissance de cette estimation, les organisations militant pour la protection de l'environnement ont proposé leurs corrections qui, il faut le noter, ont été souvent critiquées mais jamais réfutées. Si tant est qu'on soit d'accord d'entrer dans le petit jeu des prévisions, il faut connaître ces nouveaux chiffres dans quelques détails. Pour lesdites organisations, il s'agit d'abord de

réviser le pronostic en révisant à la fois le taux de croissance du PNB et la croissance du prix de l'électricité: — 2000.

Il faut tenir compte ensuite des possibilités d'économies (sans le secteur chaleur): — 800, et de l'apport du chauffage par le système des pompes à chaleur (le chauffage électrique serait, lui, exclu dans une loi sur l'économie électrique entrant en vigueur dès 1985): — 1050.

La demande prévisible totale deviendrait alors de 23 850!

La production moyenne pour ces années-là est estimée, toujours par l'Union des centrales suisses d'électricité, à 25 430 gigawatt, pour une sécurité d'approvisionnement de 95%.

Les organisations militant pour la protection de l'environnement proposent de passer d'une sûreté à 95% à une sûreté à 90%: + 500. D'autre part la part accrue accordée au système «coupage chaleur-force» (utilisation systématique de la chaleur et du courant électrique produits par un moteur thermique couplé à un générateur électrique): + 1500. Soit finalement un total de la production (pour 90% de sûreté) de 27 430...

Le compte est vite fait, qui permet pour le moins de relativiser les exigences des producteurs d'électricité.

DISCOURS

Faire joujou avec la jeunesse

En octobre dernier, le conseiller fédéral réputé le plus populaire, Willi Ritschard, donnait à «Blick» une interview profonde et nuancée sur les manifs de jeunes qui allait faire pâlir de jalousie, dans la classe politique et d'abord chez ses collègues.

Il y a quelques jours, à l'occasion du centenaire de la maison de jouets au cheval de bois (Franz Carl

Weber, environ 250 millions de chiffres d'affaires dans cinq pays), Fritz Honegger y allait à son tour de son point de vue sur la jeunesse d'aujourd'hui. La presse a plus ou moins bien répercuté l'avis bien balancé, tout radical quoi, du premier économiste de Suisse sur la violence et ses conséquences (néfastes): «l'Etat de droit... l'Etat policier», lequel est, comme M. Furgler le sait, le contraire de l'Etat de droit. Au reste, rien de sensationnel dans les propos de M. Honegger. Tout juste un appel aux adultes, qui doivent mieux écouter les jeunes, et aux jeunes raisonnables qui doivent raisonner leurs amis déraisonnables. Et de conclure: «Tous ceux

qui s'efforcent de vivre autrement devraient rechercher les voies légales pour arriver à leurs fins.» («NRL», 3.4.1981).

Exactement ce que mettent en pratique les violents dans la spéculation sous toutes ses formes. Diable, ils ne font rien de contraire à la loi, les patrons qui licencient, les chefs d'entreprise qui sauvent leur «boîte» en la vendant, les propriétaires qui démolissent pour reconstruire plus haut et plus cher qu'avant, les opérateurs sur les marchés à terme qui pêchent des profits dans les troubles monétaires et les errances des cours des matières premières,

les monopoles et autres entreprises dominantes qui contrôlent et manipulent les marchés. Et voilà pourquoi vos jeunes manifestent.

C'EST LA VIE

A la plage comme au bureau

On avait déjà l'ordinateur à l'armée, au bureau, à l'école. On nous le promet à domicile (divers modèles déjà en vente chez votre dépositaire en «électronique de loisirs»). Pour nous préparer à cette délicieuse réalité de l'année 1984 (Orwell pré-dixit), le Club Méditerranée organisera cet été, en son nouveau village de Kamarina (Sicile) un premier «atelier d'initiation à l'informatique», avec la collaboration de la très officielle Direction générale des Télécommunications et de trois firmes qui font dans la télématique: CCI, Honeywell Bull et Thomson CSF.

Pour Fr. 602.— par semaine, les participants auront droit à cours et travaux pratiques sur les mini-computers, les écrans, les imprimantes, les vidéo-disques, le langage Basic, — le tout avec terminal relié au système Teletel (videotex à la française). Comme le dit la circulaire d'information du Club: «Le soleil sicilien brillera sur le premier lieu de rencontre (en paréo) entre McLuhan et Gutenberg.»

Avec les compliments de Trigano.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Les mille et un mérites du secret bancaire

Décidément de plus en plus enthousiasmé par le livre de Claude Torracinta sur les banques suisses¹. Non pas tellement par les interviews d'André Gavillet, de Ghelfi, de Jean Vincent ou de Ziegler: ces gens-là, on le sait assez, ne sont pas

«objectifs», ils ne sont pas impartiaux. Et pour Ziegler, les esprits les meilleurs l'ont assez répété, il est franchement «malhonnête» — malhonnête de la même manière que l'étaient les accusateurs de Hoess, le commandant d'Auschwitz, qui l'accusaient d'avoir causé la mort de 3 millions et demi de Juifs, alors qu'il n'était responsable que de 2 millions et demi!
Non pas tellement...

Mais par l'interview de Philippe de Weck, directeur de l'UBS ou de la SBS, etc. Monsieur de Weck est d'une part parfaitement honnête; il est d'autre part parfaitement objectif.

Par exemple:

Question (assez déplacée, je dirais même scandaleuse) de Torracinta:

«Et les réserves cachées? Seriez-vous opposé à une plus grande transparence dans ce domaine?»

Réponse, toute de bon sens:

«Au début de ma carrière j'étais assez favorable à l'idée que toute réserve devait apparaître au bilan. Et puis, j'ai changé d'opinion...»

Quelle humilité! Quelle franchise! N'hésitant pas à avouer ses péchés de jeunesse: *errare humanum est, perseverare diabolicum!*

«(...) En effet, si vous mettez tout sur la table et indiquez le montant exact de vos réserves, que va-t-il se passer? Tout le monde va se précipiter dessus. Les actionnaires demanderont une augmentation du dividende. Le personnel réclamera des salaires plus élevés. *L'Etat vous imposera un peu plus* (c'est moi qui souligne). Bref, vos réserves fondront comme neige au soleil.»
L'évidence!

Vous n'avez pas d'actionnaires, vous n'avez peut-être pas non plus de «personnel» — mais vous payez des impôts! Si vous annoncez vos gains au Sport-toto, et l'argent que vous gagnez «au noir», et le magot de votre oncle Philibert, qu'il n'avait jamais déclaré et dont vous avez hérité, où irez-vous? Vous me direz qu'on nous recommande-là

ce que des esprits chagrins appellent la «fraude fiscale»: ne nous laissons pas égarer par les mots! M. de Weck est d'ailleurs parfaitement clair sur ce point:

Question:

«Le secret bancaire est accusé de (...) favoriser la fraude fiscale. Le parti socialiste propose son assouplissement. Etes-vous opposé à cette proposition?»

Réponse:

«Tout à fait. Autant je trouve légitime que le secret bancaire soit levé en matière pénale, autant je suis fermement opposé à tout assouplissement pour des raisons fiscales. Je le suis d'abord en tant que simple citoyen. *Les rapports de confiance qui existent entre l'Etat et chacun d'entre nous* (c'est moi qui souligne) ne doivent pas être remplacés par des rapports de type policier.»

Voilà qui est parler d'or! La confiance... Les rapports humains... Voit-on ce qui se serait passé, si l'Etat avait mis plus tôt son nez dans les comptes de la Savro? Imagine-t-on la BCV mouchardant Monsieur Roth auprès de la Municipalité? Affreux, cela. De belles amitiés qui en auraient été irrémédiablement salies... Tous les écoliers donneront raison à M. de Weck — et tous les gens du milieu: On ne «rapporte» pas.

J.C.

¹ Ed. de l'Aire. «Les Banques suisses en question».

A SUIVRE

A-t-on assez réduit la compétitivité des productions japonaises à une affaire de standing de vie des ouvriers, de niveaux de salaires et de «conscience d'entreprise»? L'offensive de printemps des syndicats japonais aurait alors de quoi rassurer: jamais les revendications n'ont été si sèches ni si ambitieuses aux dires des spécialistes, augmentations salariales de 10% et plafond annuel des heures de travail effectif à 2000.